



WACLAC: World Associations of Cities
and Local Authorities Coordination
CAMVAL: Coordination des Associations Mondiales
des Villes et Autorités Locales
CAMCAL: Coordinación de las Asociaciones Mundiales
de Ciudades y Autoridades Locales
المجلس العالمي لمنظمات المدن والسلطات المحلية

Sommet Mondial de la Société de l'Information
Genève, 10-12 décembre 2003

MERCEDES BRESSO

Présidente de la CAMVAL (Coordination des Associations Mondiales
des Villes et Autorités Locales)
Présidente de la FMCU (Fédération Mondiale des Cités Unies)
Présidente de la Province de Turin (Italie)

Mesdames et Messieurs,

Avant tout j'aimerais remercier l'Organisation du Sommet pour avoir concerné la société civile et en particulier les associations mondiales des Pouvoirs Locaux, que j'ai l'honneur de représenter, dans toutes les phases préparatoires et de prise de décision de ce Sommet. J'espère que cette décision puisse marquer une nouvelle démarche où notre engagement et travail soit reconnu par la Communauté internationale de manière pleine et dans un esprit innovant.

Les transformations que la révolution numérique porte dans presque tous les domaines de la société moderne ont des aussi des effets sur les responsabilités des Pouvoirs Locaux, souvent au delà des compétences déléguées et des moyens mis à disposition par leurs gouvernements centraux.

La décentralisation du pouvoir et le développement des démocraties locales sont des phénomènes qui touchent toutes les sociétés, toutes les régions du monde et les collectivités locales sont aujourd'hui un ensemble d'utilisateurs croissant en quantité et qualité des systèmes d'information et de communication et en même temps a source d'une quantité toujours plus complexe d'informations.

Les pouvoirs locaux sont donc particulièrement touchés par les interactions existantes entre la révolution en cours dans la société de l'information et des questions comme l'équité sociale, la démocratie, les droits de l'homme, et la réduction des inégalités.

Si les technologies de l'information moderne ne doivent pas être un luxe, mais un outil supplémentaire pour nous aider à résoudre les problèmes sociaux qui investissent nos collectivités, s'ils sont l'outil pour une nouvelle et plus efficace gouvernance, alors les investissements dans ce secteur (autant dans le domaine des services que des infrastructures) doivent être à leur portée et permettre ainsi le développement d'une coopération solidaire contre la fracture digitale dans leurs communautés comme entre le Nord et le Sud du monde.

L'action et le partenariat local est la garantie pour orienter la société de l'information à se poser comme outil d'une nouvelle qualité du développement, pour orienter la révolution numérique à une globalisation inclusive de l'information.

La semaine passée nous nous sommes réunis à Lyon et cette rencontre a été un succès: environ 1.700 délégués de tous les niveaux du pouvoir local et de leurs associations ont échangé leurs points de vue et leurs problèmes à la présence et en partenariat avec le secteur privé. La richesse des discussions et des propositions développées ont fait suite aux réunions préparatoires de Bilbao, Nouakchott, Curitiba et Shanghai.

Une déclaration claire dans ses positions et dense d'indications a été approuvée par les participants de la rencontre de Lyon : elle fixe nos principes et nos engagements et nous la transmettons à ce Sommet pour qu'elle puisse faire partie de ses résultats.

A Lyon nous avons lancé une consultation permanente. Une première étape est le Congrès fondateur de la Nouvelle Organisation mondiale "Cités et Gouvernement Locaux Unis", issue de la fusion entre la FMCU (Fédération Mondiale des Cités Unies) et IULA (International Union of Local Authorities), les deux plus grandes et historiques associations internationales des Pouvoirs locaux. Ce Congrès se tiendra à Paris du 2 au 5 mai 2004 et nos élaborations sur le devenir de la société de l'information y seront débattues dans un atelier thématique spécialement conçu.

Nous avons aussi fixé d'autres rendez vous, comme celui de Turin en Italie au début de 2005, consacré à la question cruciale du financement de la société de l'information et au développement des programmes visés à la réduction de la fracture digitale.

Pour terminer je souhaite que le Sommet de la Société de l'Information puisse confirmer pleinement le rôle des associations des Pouvoirs Locaux comme partenaires permanents dans la mise en œuvre du plan d'action tout au long du parcours Genève – Tunis.

